

## RAPATRIEMENT DES ALGÉRIENS DE LIBYE

Le *Tassili II* coincé à Benghazi

**Le car-ferry Tassili II envoyé par le gouvernement algérien à Benghazi, en Libye, pour rapatrier près d'un millier d'Algériens, n'a toujours pas quitté le port libyen, a-t-on appris, hier, de source proche de la direction générale de l'ENTMV. La confusion qui règne au niveau de l'enceinte portuaire de Benghazi serait à l'origine du retard accusé par le Tassili II.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Envoyé en urgence, il y a de cela trois jours, le car-ferry *Tassili II*, appartenant à l'Entreprise nationale de transport maritime des voyageurs (ENTMV), est toujours au niveau du port de Benghazi, en Libye.

Sa mission : évacuer en urgence les ressortissants algériens, dont le nombre avoisinerait le millier dans ce pays. Selon le secrétaire d'Etat chargé de la communauté nationale à l'étranger, Halim Benatallah, près de 150 familles algériennes sont actuellement en Libye.

D'ailleurs, ce même responsable avait indiqué à l'adresse des ressortissants algériens désireux de regagner l'Algérie de «prendre leurs dispositions pour se rendre le lundi 28 février au port de Benghazi afin d'embarquer pour Alger». «Il y aurait 700 Algériens résidant à Benghazi. Peut-être qu'ils ne souhaitent pas tous rentrer, mais nous avons pris les mesures nécessaires pour les rapatrier», a ajouté M. Medelci, ministre des Affaires étrangères. Plus de 2 000 Algériens ont été rapatriés par avion de Libye, a-t-il rappelé. Selon d'autres sources, des compatriotes résidant à l'intérieur du pays, notamment à Mesrata ont trouvé des difficultés à regagner le territoire national ou encore le port de Benghazi pour embarquer sur le car-ferry *Tassili II*.

Il y a lieu de noter que sur 8 000 Algériens résidant en Libye, quelque 1 500 sont déjà rentrés au pays, 1 300 par avions d'Air Algérie affrétés par le gouvernement et les 200 autres par voie terrestre, soit par le poste frontalier Deb Deb situé à 450 km d'Illizi, à l'extrême sud du pays.

Par ailleurs, on indique que près de 80 Algériens résidant en Libye ont pu gagner le territoire égyptien via le passage frontalier Es-Saloum depuis le début de la crise en Libye.

Selon des sources diplomatiques, hormis deux familles, la majorité des ressortissants sont des travailleurs contractuels et des sportifs résidant dans les régions

Est de Libye. En revanche, dans les régions ouest proches des frontières algériennes et tunisiennes et la capitale Tripoli, des familles algériennes y sont établies depuis très longtemps. Par ailleurs, l'ambassadeur d'Algérie au Caire, Abdelkader Hadjar, a déclaré à l'APS que les services de l'ambassade ont dépêché, dès l'arrivée des premiers groupes d'Algériens à Es-Saloum, des agents du consulat pour prendre en charge le passage de ces derniers en territoire égyptien et leur transport au Caire. Des sources proches du consulat ont indiqué que l'arrivée d'Algériens au point de passage Es-saloum se fait par groupes, en raison de la situation dans les villes libyennes marquée par l'interruption de la communication et l'absence des moyens de transport. Le consul d'Algérie au Caire a souligné que la majorité de ceux qui ont fui la Libye



Près d'un millier d'Algériens seront évacués par le *Tassili II*.

Photo : Samir Sid

ont laissé leurs passeports chez leurs patrons ou leurs tuteurs, ce qui a contraint la mission diplomatique sur place à leur fournir des autorisations de sortie après confirmation de leur identité.

«Les Algériens se sont retrouvés du jour au lendemain sans argent et sans papiers d'identité

après la destruction des sociétés au sein desquelles ils travaillaient, par les gardiens eux-mêmes qui ont de surcroît délesté les travailleurs de leurs biens», a, pour sa part, déclaré Fillali Kheireddine de Jijel, exerçant comme pâtissier dans une société pétrolière à Al Ouaha, à 350 km à l'est de Benghazi. La mission

de l'ambassade dans la région d'Es-Saloum a fourni sur place des autorisations de sortie à ceux qui ne possédaient pas de passeport en leur assurant le transport vers le Caire, comme l'a confirmé un des agents du consulat présents sur les lieux.

A. B.

## LA BATAILLE DE TRIPOLI, UN RAHIL EN CACHE UN AUTRE

## Bruxelles acte la nouvelle étoile nord-africaine

**Bruxelles a, déjà, acté avant le carnage annoncé de la bataille de Tripoli deux départs, deux rahil de la région.**

De notre bureau de Bruxelles,  
Aziouz Mokhtari

Celui des Gueddafi et celui des Européens, notamment des Français. Une autre Afrique du Nord est née. L'Union européenne le sait et fait déjà avec.

D'où les sommets ordinaires qui deviennent extraordinaires, le branle-bas de combat, les réunions à huis clos, les rencontres de dernière minute, les déclarations en rupture avec les classiques d'antan et le sauve-qui-peut politique. Le Vieux Continent renoue avec ses démons.

Après avoir cherché, désespérément, de l'islamisme ou de l'apparenté comme tel dans les insurrections du Caire et de Tunis, l'Union européenne admet, enfin, que même les Arabes peuvent être porteurs de valeurs... européennes.

Tout l'échafaudage institutionnel et doctrinal des 27 s'effondre, s'évapore. Bruxelles se déchire et commence à avouer — publiquement — ses torts. Les sommets, les réunions,

les conciliabules et les concertations ne manqueront donc pas, ici.

Pour le moment, en attendant que ça évolue sur les bords du Nil et à Carthage, l'UE ne sait pas quoi faire et surtout comment faire avec Gueddafi. Le cinglé de Tripoli est déterminé, argenté et filou. Les Etats-Unis, prévoyants et possédant tout le temps des longueurs d'avance sur l'Europe, ont entamé le dialogue avec l'opposition à Benghazi.

Hier, les décideurs de l'UE n'avaient pas d'autre choix que de suivre le même chemin. Depuis les jasmins de Tunis et le square Tahrir du Caire, les Européens de l'UE ont perdu la main en Afrique du Nord.

En fait, ils l'avaient perdue avant. Seulement, il a fallu attendre que ça éclate au grand jour pour que le Vieux Continent se rende à l'évidence.

Les USA pour ce qui les concerne accompagnent, plutôt avec réussite, les processus déclenchés en Tunisie et en Egypte. Les Américains ont des interlocuteurs solides au pays des pharaons et celui de Bourguiba. Même en Libye où les Gueddafi ont fait le vide autour d'eux, les «States» possèdent un modus operandi que les autres n'ont pas. Pour autant, les Russes, les Chinois et les Turcs semblent

avoir mieux apprécié la nouvelle situation que les vieux Européens. Moscou et Pékin ont voté la résolution au Conseil de sécurité de l'ONU, condamnant lourdement le régime en Libye alors que concernant l'Egypte et la Tunisie, ils ne s'opposèrent à aucune démarche américaine. Ankara, par contre, a été dès le début sur les pas des Etats-Unis. Ce qui annonce, sans doute, les nouvelles alliances du proche futur. D'ores et déjà, une certitude : en Afrique du Nord, les intérêts de la France seront largement revus à la baisse. Il est donc inutile et contre-productif pour notre pays d'accorder, gratuitement, des cadeaux à la France. Sans contrepartie. Les confidences téléphonées de Bouteflika à Jean-Pierre Raffarin sont à classer dans ce rayon. Le carnage annoncé de Tripoli signifiera la fin de la dynastie Gueddafi et le rahil de la France.

Le carnage annoncé pour la prise de Tripoli aura deux conséquences majeures, la fin de la dynastie Gueddafi et le déclin, jusqu'à l'insignifiance, des intérêts de la France en Afrique du Nord.

La chute du cinglé de la Tripolitaine actera, en fait, deux départs, deux rahil.

Celui des Gueddafi et celui des Français.

A. M.

## LIBYE

## Washington insinue une possible intervention militaire

**La situation s'aggrave en Libye. C'est désormais une vraie guerre civile qui s'installe entre l'opposition et le clan Kadhafi. Car contrairement à la Tunisie et l'Égypte, le soulèvement populaire en Libye s'est vite transformé en une insurrection armée.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Acculé de toutes parts, Kadhafi n'hésite plus à recourir à l'aviation pour mater la rébellion. Hier, des chasseurs de l'armée ont mené plusieurs raids aériens sur des dépôts d'armes et de munitions à l'intérieur des zones contrôlées par les insurgés, surtout à l'est du pays.

A Adjabiya, à une centaine de kilomètres au sud de Benghazi, ainsi qu'à la ville de Rajma, à une quinzaine de kilomètres au sud de la même ville de Benghazi, les bombardements étaient confirmés

par diverses sources mais il était difficile de se faire une idée sur le bilan réel de ces opérations. Mais cela est suffisant pour que les Etats-Unis, l'ONU, l'Union européenne notamment appellent à un embargo aérien contre la Libye.

Entre autres sanctions, très nombreuses, prononcées hier contre Kadhafi, le gel de ses avoirs et de vingt-six membres de sa famille ou de proches à lui, tous interdits par ailleurs de voyage à l'étranger, un embargo international sur les armes, l'examen par la Cour pénal internationale du «cas

libyen». Ce qui est un prélude à l'entame de poursuites contre Kadhafi pour crime contre l'humanité.

Le «Guide», qui ne contrôle pratiquement plus que la capitale Tripoli et ses environs, fait face, outre aux pressions internationales, à une nette érosion de son influence, y compris dans l'armée. L'opposition poursuit une fulgurante progression dans plusieurs villes comme Benghazi, qui est passée depuis plusieurs jours sous son contrôle totale. La deuxième ville du pays est même devenue une capitale provisoire pour la Libye de l'après-Kadhafi.

«Le Conseil national indépendant» créé dimanche, et qui fait office de gouvernement de l'opposition, constitue désormais l'interlo-

cuteur pour la communauté internationale qui l'appuie fortement. Elle a déjà pris possession de tous les sites et champs de pétrole et de gaz.

La Maison Blanche, très prudente s'agissant du cas libyen, a quelque peu nuancé ce soutien, hier, lors d'une conférence de presse du porte-parole de la présidence américaine. Suggérant une dernière issue à Kadhafi, le responsable américain affirmera en effet que l'exil serait tout à fait une possibilité pour produire le changement en Libye. De même que, selon le même porte-parole, «les Américains étaient en contact avec des groupes de la rébellion en Libye mais il est prématuré d'évoquer une reconnaissance de l'un ou de l'autre».

En revanche, Washington annonce «l'envoi de deux équipes d'experts humanitaires aux frontières libyennes avec l'Égypte et la Tunisie pour aider ceux qui fuient la violence», déclarait Hillary Clinton, hier à partir de Genève.

En même temps, le porte-parole du Pentagone annoncera, de son côté, que «nous avons des planificateurs qui étudient plusieurs plans possibles et je pense que l'on peut dire à coup sûr qu'au vu de cela, nous sommes en train de repositionner des forces en vue d'avoir la flexibilité nécessaire une fois que les décisions auront été prises». Il s'agit là, ni plus ni moins, d'une menace d'une intervention militaire américaine à l'adresse de Kadhafi.

K. A.